

cet après-midi. Nous avons mis le ministre au pied du mur. Le ministre ne nous a pas fourni ce genre de réponse bien précise le 17 novembre; il n'y a pas bien longtemps de cela.

**L'hon. M. Martin:** Je ne l'ai pas fait parce que le lendemain, nous entreprenions, avec certains autres pays, d'importantes consultations qui se poursuivent présentement.

**M. Woolliams:** J'ai dû regarder dans une boule de cristal afin de me rendre compte que le ministre devait tenir une importante conférence au lendemain du 17 novembre; néanmoins, ce jour-là, il n'a pas changé son attitude du 22 mai 1964.

Sauf le respect que je dois au ministre, un des représentants les plus anciens et les plus respectés à la Chambre, bien que ses réponses nous amusent parfois, je voudrais bien qu'il réponde à l'avenir de façon plus précise à nos questions. Je pense qu'un bon nombre de députés et de courriéristes parlementaires commencent à se rendre compte que les réponses du ministre sont si allégoriques que leur signification nous échappe. Nous ne parlons pas la même langue et il nous est bien difficile à nous, qui n'avons pas toutes ses ressources, de le comprendre.

**L'hon. M. Martin:** L'honorable député me permet-il de lui rappeler la remarque d'un grand ministre des Affaires étrangères britannique; en répondant à des questions compliquées sur la politique étrangère, on doit faire en sorte de renseigner l'opposition jusqu'à un certain point seulement, afin de parer à tout danger.

**M. Woolliams:** Je suis heureux de cette mise au point, puisque nous savons maintenant exactement à quoi nous en tenir sur la politique du ministre lorsqu'il répond aux questions posées à la Chambre des communes. C'est tout de même une consolation de savoir que ce genre de réponses est adopté de propos délibéré.

Au sujet de la question soulevée par l'honorable député de Greenwood cet après-midi, de même que par l'honorable député de Medicine-Hat, j'aimerais citer un extrait d'un article récemment paru dans le *Saturday Evening Post*, aujourd'hui connu sous le nom de *Post*, qui fait voir la situation sous son vrai jour en meilleurs termes que je ne saurais le faire moi-même. Il s'agit de l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la Chine. Cet article confirme le soupçon que l'attitude du Canada à l'endroit de la Chine est parallèle à celle des États-Unis. J'ignore si le ministre nous a critiqué à cet égard lorsque nous étions au pouvoir, mais cet article fait certainement voir les choses sous leur vrai jour. Il y a quelques

semaines, j'ai fait une déclaration semblable à celle de cet article, bien qu'en termes moins justes que ceux qui ont servi ici. Voici ce texte:

Rien que de voir inculquer systématiquement à 700 millions de gens la haine de l'Amérique serait assez inquiétant. Mais, maintenant, les chefs atteints de folie de la Chine communiste possèdent la bombe atomique, même si elle est encore rudimentaire. Il leur faudra peut-être cinq ans, ou même dix, pour mettre au point les dispositifs qui permettraient de lancer l'engin vers un but. Le fait n'est qu'une piètre consolation. La bombe des Chinois n'a peut-être pas, pour l'instant, modifié l'équilibre de terreur dans le monde; néanmoins, rien n'ira plus de même dans les affaires internationales.

C'est la raison pour laquelle j'ai posé, le 17 novembre 1964, la question déjà mentionnée. Dans sa réponse, le ministre a donné l'impression que les affaires mondiales n'avaient pas changé depuis son exposé du 22 mai dernier. Je ne sais au juste s'il a délibérément voulu donner cette impression, mais c'est bien ce qu'il a fait.

L'auteur de l'article ajoute:

L'horloge du destin qui figure sur la couverture du «Bulletin de la science atomique» (*Bulletin of the Atomic Scientists*) et dont les aiguilles indiquent minuit moins cinq avance inexorablement vers la possibilité d'un désastre mondial.

Il ne faut pas gaspiller ce sursis, qu'il soit de cinq ou de dix ans. Les États-Unis ne peuvent retarder davantage l'abrogation de cette macédoine de mesures contradictoires, baptisée à tort «politique envers la Chine». Nous devons y substituer une politique logique, élaborée par nos intelligences les mieux douées et les plus pondérées. Nous ne pouvons nous permettre d'aller à l'aventure, car le temps presse. Si la Chine communiste ne peut être amenée à accepter un régime solide de garanties internationales—contrôle des armes, interdiction des essais nucléaires, inspection, etc.—un nouveau genre d'hitlérisme agressif pourra peut-être menacer le monde, et la puissance des armes nucléaires en augmenteront la folie d'un million de fois.

En d'autres termes, nous ne dialoguons pas avec eux, nous n'avons aucun rapport avec eux relativement à ces questions. Ils continuent à vivre. Nous avons divisé le monde en deux parties distinctes. Ainsi je pense qu'il est temps de repenser cette situation. J'espère que le ministre, au cours de ses négociations et de ses entretiens, que ce soit avec l'OTAN ou les États-Unis, réussira grâce à son habileté, à présenter cette question à ces conférences, à la présenter notamment aux États-Unis, et qu'il essaiera de leur faire comprendre ce point de vue.

**L'hon. M. Martin:** Je suis heureux que mon honorable ami ait mentionné les États-Unis. Je puis lui fournir l'assurance que c'est ce qui se fait présentement. Nous sommes actuellement en consultation avec un certain nombre de pays, dont les États-Unis.

**M. Woolliams:** Je remercie encore une fois le ministre, mais s'il avait donné cette ré-